

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Le projet pour l'école de MM MACRON et BLANQUER nous apparaît assez clair : il s'agit de conserver et d'aggraver toutes les contre-réformes néolibérales de structure, mais aussi d'imposer un nouveau tournant réactionnaire à l'école.

Ainsi, l'école primaire est pour l'essentiel réduite à la fonction d'apprendre à « lire-écrire-compter », alors que la France consacre déjà un nombre d'heures aux « fondamentaux » largement supérieur à la moyenne européenne.

Nous sommes loin des enjeux socio-éducatifs globaux que l'école doit pourtant prendre en compte et qui sont la condition même des apprentissages.

La spécificité de la maternelle est à nouveau niée.

En primaire comme au collège, les logiques individualistes et de stigmatisation seront encore renforcées. Des dispositifs qui ont montré leur inefficacité sont à nouveau mis en avant. Les stages de remise à niveau pendant les vacances seront généralisés et le pseudo accompagnement personnalisé sera maintenu, au détriment de l'enseignement adapté et de réponses globales comme la réduction générale des effectifs par classe.

Les annonces sur l'éducation prioritaire qui ont focalisé l'attention doivent être placées dans leur contexte d'austérité budgétaire accrue. La baisse annoncée des effectifs par classe en CP et CE1 en REP/REP+ se fera à 85% par des redéploiements de postes. Dès la rentrée prochaine, les 5000 « Plus de maîtres que de classes » seront ainsi redéployé-e-s en CP/CE1, ce qui sera loin de couvrir toutes les classes concernées à plein temps.

Le décret autorisant le retour à la semaine de quatre jours a été publié ce mercredi 28 juin au Journal Officiel.

Ce décret est à l'image de l'incessant va-et-vient auquel sont soumises les équipes éducatives, qui doivent s'adapter aux réformes ...avant de subir la suivante.

Les mairies auront encore plus de latitude dans l'organisation des rythmes scolaires.

Tout cela ne peut qu'accentuer les différences territoriales et les inégalités.

Loin de défendre la réforme des rythmes scolaires PEILLON / HAMON, Sud Education revendique une réelle réflexion sur l'organisation de la semaine, réflexion qui ne peut se faire dans l'urgence, polluée par des contraintes budgétaires lourdes, des moyens humains insuffisants et l'intervention de différents lobbies.

**Il s'agit de penser à respecter l'alternance périodes travaillées / vacances, de penser au temps de travail quotidien, au temps passé en collectivité pour l'enfant...**

Plus globalement, et nous le répétons, il s'agit de réaliser puis d'analyser les bilans des différentes réformes et dispositifs, de prendre le temps de penser une autre école visant réellement à l'épanouissement et à la réussite de tous les élèves.